

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Terrorisme-d-Etat-Revelation-de-l-existence-d-un-reseau-d-espions-colombiens-qui-surveillent-la-dissidence-a-l-etranger>

Terrorisme d'Etat : Révélation de l'existence d'un réseau d'espions colombiens qui surveillent la dissidence à l'étranger.

Date de mise en ligne : mardi 13 avril 2010

- Notre Amérique - Terrorisme d'Etat - Colombie -

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Hernando Calvo Ospina, journaliste colombien, résident en France, affirme qu'il existe un réseau d'espions chargé d'intimider tous ceux qui défendent les droits du peuple colombien.

L'interview de Hernando Calvo Ospina a été réalisée au cours du programme Brújula del Sur (Boussole du Sud), dirigé par le journaliste Ernesto Navarro et diffusé sur La Radio del Sur, de Caracas, le 9 avril 2010.

Résumé de l'interview téléphonique :

Ernesto Navarro : Dans votre article « Delatores y Espias » (*), vous parlez des réseaux d'informateurs dont la Colombie dispose à l'étranger. Pouvez-vous nous expliquer ce que font ces réseaux ?

Hernando Calvo Ospina : Depuis qu'Uribe a été élu président, il n'a cessé d'encourager la constitution d'un réseau d'un million de « sapos » (crapauds), qui sont des personnes qui informent les militaires. Ensuite, le Président a exigé que ce réseau prenne une envergure internationale. Au moins 100.000 Colombiens installés à l'étranger ont été recrutés par les ambassades de différents pays. Ils sont chargés de dénoncer les Colombiens qui mènent des activités de solidarité et contre les violations des droits humains.

Ceci était donc en train d'être mis en place, mais depuis la fin de l'année dernière, un grand nombre d'ambassadeurs colombiens ont été convoqués à Bogota. On leur a demandé d'être plus efficaces dans la collecte de l'information, et de surveiller plus étroitement les personnes qui oeuvrent pour la solidarité, le respect des droits humains et le bien-être du peuple colombien. Ils harcèlent aussi ceux qui, comme moi, utilisent les médias pour dénoncer ce gouvernement criminel et narco-paramilitaire.

Ils utilisent aussi les immigrés sans papiers. Les ambassades, profitant de la précarité de ces derniers, leur offrent de régulariser leur situation administrative en échange d'information sur les autres Colombiens.

Quelques militaires spécialistes du renseignement se trouvent ici en France, en particulier ceux qui ont participé à l'« Opération Jaque » [1]. Ils font un travail de renseignement contre nous les Colombiens qui sommes installés ici en France.

Le rôle de ces militaires sur le sol français n'a encore jamais été dénoncé, cependant, mes sources sont très sérieuses. J'ignore ce que le gouvernement français en pense, mais lorsque ces militaires déclarent qu'ils sont ici pour étudier, ils mentent, car en réalité leur travail consiste à récolter, pour le compte de l'ambassade de Colombie, des informations sur les Colombiens qui vivent ici.

Toujours selon votre article, la demande internationale d'extradition de colombiens serait dirigée contre des individus de la société civile ?

Ce que font ces tribunaux, c'est enregistrer la demande du gouvernement colombien assortie des preuves qu'il décide de fournir sur certains Colombiens qui résident dans les pays concernés, mais aussi sur certains de leurs propres ressortissants. Ces tribunaux réclament alors à la police de chaque pays concerné toute l'information dont ils disposent sur ces individus, et à partir de cette information, les tribunaux décident si réellement il y a lieu d'ouvrir sur eux une enquête en bonne et due forme.

Je sais de sources sûres que le gouvernement colombien livre des informations sur ces individus au compte-gouttes, de peur que les informations que la police détient ne soient l'objet de « fuites » et que leur cible ne soit informée des soupçons qui pèsent sur elle.

Quel est l'objectif final de cette nouvelle initiative du gouvernement colombien ?

Ils veulent clairement en finir avec les « bandes » de partisans des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (FARC), parce qu'il se trouve que maintenant, selon le gouvernement colombien, les FARC sont responsables de tous les problèmes de la Colombie. Même la pauvreté, que le gouvernement d'Uribe a étendue à 70% de la population. D'après eux, tout cela, c'est de la faute des FARC et non pas de l'abandon des richesses aux transnationales.

Beaucoup d'entre nous n'ont rien à voir avec les FARC et cependant, nous faisons partie du plan d'éradication de la dissidence, parce que pour Uribe, celui qui est contre son gouvernement fait partie des FARC.

Je crois que la situation va devenir délicate pour lui, car il est possible que tout cela se retourne contre lui. Car des preuves il en existe, surtout aux Etats-Unis, et ce sont des preuves de ses relations avec le trafic de drogues. N'oublions pas que son père travaillait avec le cartel de Medellin, c'est-à-dire avec Pablo Escobar.

Craignez-vous pour votre sécurité et pour celle des autres Colombiens qui militent pour la paix en Colombie ?

Je crois que nous devons nous tenir sur nos gardes, il suffit de regarder ce que ces gens sont capables de faire en Colombie et à l'étranger, comme en Equateur dont ils ont bombardé le territoire, ou au Venezuela où ils ont envoyé des groupes d'infiltrés militaires et paramilitaires afin de déstabiliser et même d'assassiner le président Chavez.

On peut tout craindre de ce gouvernement d'Uribe. Espérons qu'il ne commettra pas de telles bévues, car les gens connaissent notre travail et nous respectent. Ce qui est sûr, c'est que nous ne pouvons pas nous laisser intimider, car c'est exactement ce qu'ils recherchent, nous terroriser afin de paralyser notre travail. Nous ne pouvons pas accepter cela, car notre travail est juste, nous détenons des preuves et de plus nous avons de la dignité et une éthique, ce dont Uribe et son gouvernement sont dépourvus.

Traduction espagnol-français : Simone Bosveuil-Pertosa

Post-scriptum :

Note :

[1] Opération militaire qui a permis le 2 juillet 2008 la libération de trois Etasuniens de la CIA et d'Ingrid Betancourt, otages de la guérilla des FARC.